ELECTIONS LÉGISLATIVES

Electrices, électeurs, chers compatriotes,

En sollicitant vos suffrages, je crois être digne de votre confiance. Depuis que j'exerce un mandat électoral, je n'ai cessé de vous servir de tout mon cœur et de toutes mes forces.

Comme Maire de Tarbes, j'ai, en des temps difficiles, tenté de redonner vie et espoir à une ville depuis longtemps vouée à l'inertie et à la routine.

En témoigne l'œuvre de construction d'H. L. M., d'assainissement, d'équipement et d'aménagement urbain, de véritable rénovation entreprise et menée à bien depuis 1953, ou amorcée par le Conseil municipal que j'avais l'honneur de présider. Ce travail considérable, seule la mauvaise foi pourrait m'en contester le mérite.

En témoignent tous les efforts poursuivis tout au long de ma magistrature municipale pour défendre et accroître le potentiel économique de Tarbes et de la Bigorre, l'action patiente et efficace en faveur de nos usines : Arsenal, Alsthom, Forage et Morane, menacées de transfert ou de disparition.

Comme Conseiller général de Tarbes-Nord, j'ai apporté aux Maires de mon Canton, sans aucune exclusive, mon appui le plus total dans la solution des problèmes divers qui se posent à eux. J'ai mis toute mon influence à leur disposition et j'ai lutté au sein de l'Assemblée départementale pour toutes les causes matérielles et morales dignes d'intérêt.

J'ai étendu mon action au-delà des limites étroites de la Ville et du Canton, au Départemejnt tout entier, à notre chère Bigorre, consacrant ma sollicitude active et militante à son développement économique — industriel, agricole et touristique — avec le souci dominant de sa belle jeunesse, à l'avenir de laquelle est étroitement liée la prospérité de notre coin de France.

Comme homme politique, enfin, je n'ai jamais cessé de combattre pour les causes généreuses, si chères aux cœurs républicains. Mon passé de militant, l'éducation démocratique et laïque dans laquelle j'ai été plongé tout enfant : tout cet héritage de pensée et de conviction me fait un devoir d'être toujours à l'avant-garde du combat pour une République toujours plus juste et plus sociale.

ET MAINTENANT ? Nous voici à un tournant décisif :

Le sens du vote du 28 octobre est clair.

La majorité des votants a voulu conserver un Président.

La majorité des inscrits a refusé de plébisciter un homme, de se donner un Roi.

Si vous m'en donnez le mandat, je mènerai sans faiblesse, le combat républicain pour **l'équilibre des pouvoirs, le contrôle parlementaire, toutes les libertés, l'indépendance de la Justice,** pour **une information démocratique** garantie par un Statut qui assure l'objectivité de la Radio-Télévision.

La France, libérée de la guerre d'Algérie, doit choisir en toute clarté son destin. Son avenir n'est pas dans une politique orgueilleuse de puissance militaire et de prestige personnel, dans une ruineuse force de frappe purement nationale, dans les largesses incontrôlées en Afrique et dans l'illusion d'un arbitrage français pour l'univers.

L'ambition nationale doit viser au **renforcement inlassable de la Paix** par une contribution éclairée à l'Association Atlantique, par la participation à l'O. N. U., aux rencontres pour le désarmement nucléaire, à la **construction économique et politique de l'Europe des Peuples Unis,** assurée collectivement des moyens de sa défense et largement ouverte à l'idée de toute négociation fructueuse, sans exclusive.

Pour tenir sa place dans cette Europe, la France doit poursuivre sa modernisation dans une expansion financièrement stable, équilibrée entre toutes les régions, tous les secteurs, resserrer la cohésion nationale par le progrès de l'équité sociale et de la solidarité.

Je propose donc à votre choix le **programme de gouvernement** que voici, à mettre en œuvre dès le début de la législature prochaine :

1° **Insertion dans le IVe plan de modernisation,** récemment adopté, **d'un projet substantiel et complet d'expansion régionale,** comportant :

a) les initiatives de l'Etat et les crédits nécessaires pour la construction d'usines — comme en Grande-Bretagne — l'effort vers **un prix national rendu** des produits de base et vers la **péréquation des transports.** ;

b) **un progrès sérieux des investissements agricoles et de l'équipement rural** (y compris l'économie montagnarde), les crédits nécessaires au fonctionnement des sociétés d'aménagement et d'établissement, des groupements de producteurs, l'organisation des marchés, la conquête des débouchés, l'irrigation et le reboisement, une détaxe convenable du matériel agricole ;

c) un plan de construction de routes touristiques et la réduction progressive de la fiscalité hôtelière.

2° **Attribution immédiate à l'Education Nationale, comme aux enseignements et à la formation professionnelle agricoles, des crédits nécessaires à leur équipement,** au développement résolu des moyens de formation de maîtres (Ecoles normales, I. P. E. S. créés en 1957), revalorisation des traitements, en particulier des rémunérations de début, augmentation du nombre et du taux des bourses, institution par paliers de l'allocation aux étudiants ; en attendant, maintien des allocations familiales jusqu'à la fin des études ; **réforme fondamentale de l'enseignement,** dans le cadre intangible d'un **idéal fermement laïque, humaniste et ouvert.**

Dans cette expansion de l'Education Nationale, **Tarbes doit devenir un jour le siège d'une deuxième Faculté des sciences de l'Académie de Toulouse et d'un I. P. E. S.**

3° **Effort pour le logement** à un taux compatible avec les ressources des jeunes et des vieux ménages et au profit de nos compatriotes repliés d'Algérie ; **développement de l'équipement hospitalier.**

4° **Etablissement progressif de l'égalité en matière de prestations sociales** pour les travailleurs indépendants, les exploitants agricoles, les commerçants. Amélioration substantielle pour tous nos vieux, sans distinction, les mutilés et invalides du travail les invalides civils, respect du rapport constant pour les Anciens Combattants.

5° **Relèvement progressif et durable du pouvoir d'achat** de tous les travailleurs de la ville et des champs, par la révision des conventions collectives, le contrôle efficace des prix, la disparition des injustes zones de salaires; par l'organisation des marchés agricoles, l'encouragement aux Coopératives de Production et de Consommation; par la remise à la place sociale qui lui est due de la Fonction publique, où l'Etat républicain trouve ses cadres indispensables.

DEMAGOGIE ? **NON.** Cet effort planifié et progressif est permis à une France en expansion. Il est absolument incompatible avec le prix d'une force de frappe purement nationale, mais parfaitement conciliable avec notre contribution à une force défensive européenne, comme à notre participation à une coopération technique et culturelle européenne avec les pays nouvellement indépendants.

Mais il exige la stabilité dans l'action gouvernementale. Le regroupement des partis est un impératif absolu de la rénovation démocratique.

Socialistes et Radicaux, nous vous proposons ensemble ce programme. Ensemble nous vous présentons des candidats communs. Il ne s'agit en aucune façon d'une alliance électorale qui durerait l'espace d'un scrutin, mais d'un **contrat d'association permanente pour le gouvernement,** qui nous engage solidairement devant vous. Nous sommes sûrs que de nombreux démocrates viendront se joindre à nous pour cette entreprise de salut républicain.

VIVENT LES HAUTES-PYRENEES, VIVE LA RÉPUBLIQUE, VIVE LA FRANCE.

Marcel BILLIERES

Directeur du Centre Hospitalier
Ancien Maire de Tarbes
Conseiller Général des Hautes-Pyrénées
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille militaire - Croix de guerre 39-45
Médaille de la Résistance

Candidat de la Gauche Démocratique Française,
présenté par le Parti Socialiste S.F.I.O.
et le Parti Radical Socialiste

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Henri LACAZE

Professeur de Collège d'Enseignement Général
Maire d'Aureilhan

Imp. Pédeboy - Barbazan-Debat